



# Confédération Nationale du Travail

Union locale des syndicats de l'Isère CNT

ul38@cnt-f.org - www.cnt-f.org/ul38 - 04 58 00 31 46

## Pour un premier mai révolutionnaire

Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde. Le monde n'est pas loin de ne plus en pouvoir, donc nous devons dire les choses clairement : un virus, produit par la dévastation environnementale capitaliste, a trouvé ses voies de propagation dans les circulations frénétiques de la mondialisation. Il est donc partout ou presque à la surface du globe. Il risque de nous maintenir sous sa menace encore de longs mois.

Dans nos sociétés hyper-technicisées et de plus en plus dématérialisées, les politiques d'austérités ont détruit nos capacités de résistances à cette épidémie en démantelant méthodiquement les services publics au premier rang desquels figurent les structures hospitalières et sanitaires.

Nous sentons que notre sort est lié à celui des autres et que notre avenir est fragile.

Cette fragilité ne date pas d'aujourd'hui, elle est le produit d'un système économique qui sert les intérêts de quelques-uns en répandant la division, l'exploitation, la précarité, l'ignorance et la mort pour le plus grand nombre. Nous savons aujourd'hui qu'il en va de la question sociale comme des questions environnementales ou sanitaires, il faut détruire le capitalisme avant qu'il ne nous détruise.

Être pragmatique, c'est accepter de voir les choses en face, ce qui suppose de rompre avec les illusions politiques. Ce système capitaliste n'est pas réformable, car il porte en lui la logique de profit qui est une logique de mort. En transformant en marchandise tout ce qu'elle touche, la classe dominante nous prive de l'essentiel. Et, pourtant, nous voulons vivre. La survie ne nous suffit pas.

L'utopie serait de croire qu'une « bonne correction » à base d'augmentation de salaires et d'embauches de quelques fonctionnaires suffirait à nous faire taire. Non, il va falloir seconfronter à ceux qui nous ont mené dans ces extrémités et qui n'ont aucune intention de céder la plus petite part de leurs privilèges. Les projets des « responsables » politiques et économiques sont inscrits dans les ordonnances antisociales et le contrôle total des populations décrétés à l'occasion de « l'état d'urgence sanitaire ». Ces lois d'exception n'ont rien à voir avec la gestion nécessaire d'une situation épidémique, elle précipitent le rêve libéral autoritaire d'un gouvernement de managers et de banquiers.

Le « jour d'après » de la caste obscène et cynique qui accapare le pouvoir n'est pas le notre. Nous le savions depuis longtemps. Les gilets jaunes voulaient vivre de leur travail, ils et elles ont été mutilé·e·s, emprisonné·e·s, terrorisé·e·s et insulté·e·s. Les salarié·e·s voulaient conserver un régime de retraite digne, ils et elles ont été méprisé·e·s et ignoré·e·s, matraqué·e·s au besoin. Les agents des services publics ont alerté sur l'état des

structures hospitalières ou scolaires, ils et elles ont été intimidé·e·s, sanctionné·e·s, gazé·e·s. Les chômeurs et chômeuses ont été condamné·e·s à la misère par la confiscation de leurs droits dans l'indifférence générale.

Les migrant·e·s fuient toujours les guerres et la misère, les remparts naturels ou policiers de l'Europe forteresse les condamnent à mort par milliers. Cette liste funeste, chacun·e la connaît et pourrait la compléter. Seuls les privilégiés peuvent ignorer que la lutte des classes fait rage et que la classe dominante fixe, à elle seule, le niveau de violence des rapports sociaux. En effet, la bourgeoisie peut soit partager, soit se défendre en licenciant ou en réprimant.

Le premier mai est un jour de lutte car la justice sociale n'est le résultat que de rapports de force et que chaque droit collectif a été conquis.

Le 1er mai 1886, les milices patronales et la police ont tué des ouvriers et ouvrières en lutte pour la journée de huit heures à Chicago, le pouvoir politique et sa justice aux ordres ont fait condamner des militants anarchistes pour discréditer le mouvement révolutionnaire.

C'est le premier 1er mai de l'histoire et les protagonistes sont aujourd'hui les mêmes, quoi qu'on en pense.

La police protège la bourgeoisie en pensant protéger l'état de droit. Elle sert les occupants des palais de l'état en pensant servir les institutions « démocratiques ». Nous, révolutionnaires, voulons changer les structures sociales car nous savons que nous pouvons vivre, travailler, produire, échanger sans être dominé·e·s ou « managé·e·s » par les capitalistes et leurs « cadres » gardes-chiourmes. Le mouvement ouvrier révolutionnaire a créé les mutuelles, les services publics, les protections des salariés, les coopératives, la sécurité sociale, la démocratisation de la culture et de l'éducation. Nous produisons déjà, par notre travail, l'ensemble des biens et des services nécessaires à l'existence de tous, de toutes et de chacun·e. Nous pouvons gérer les usines, les chantiers, les services sans les actionnaires parasites, les bureaucrates et les PDG. C'est même le seul moyen de produire localement et de façon responsable les biens nécessaires aux populations.

Si nous voulons des masques et des médicaments, de la nourriture saine et des véhicules écolos, des hôpitaux qui soignent sans compter et des écoles qui ne soient pas des casernes, si nous voulons travailler tous, toutes, moins et autrement ; si nous voulons décider des affaires qui nous concernent à la ville comme au travail, il est cent fois plus raisonnable de réquisitionner les usines et de les gérer nous même que d'attendre que les capitalistes préfèrent la vie à la rentabilité.

★ **Notre méthode est donc toujours la même et elle est d'une urgente modernité : l'auto-organisation sur nos lieux de vie et de travail, la grève expropriatrice et la reprise des moyens de productions et d'échanges.**

★ **C'est nous qui produisons tout, nous sommes conscient·e·s de notre force, nous savons où nous allons, nous avons le pouvoir de construire le futur que nous avons dans le cœur.**